

AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

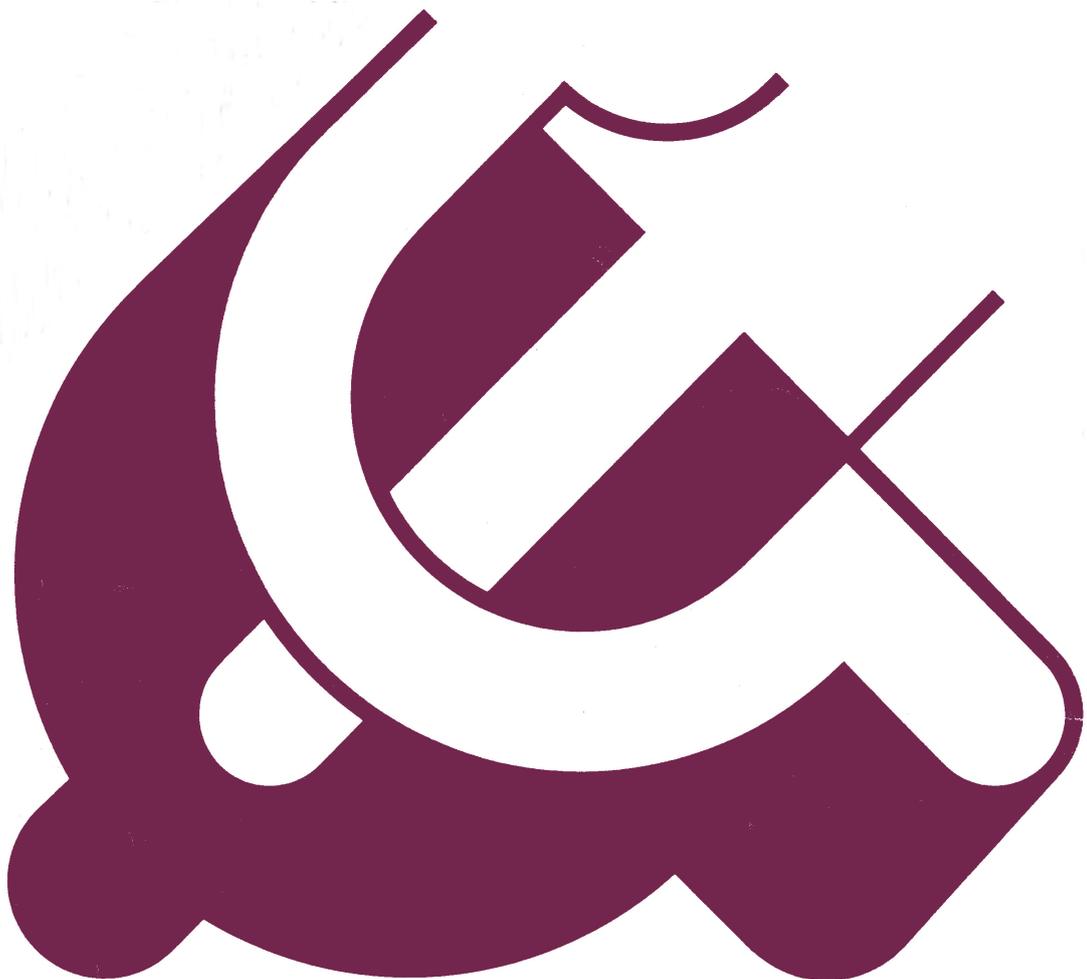
Les élections d'octobre 2018 au Québec 2

La grève des postiers d'octobre-novembre 5

Contre l'immixtion des États-Unis au Venezuela 7

L'Accord Canada-États-Unis-Mexique 8

ABC du marxisme : la lutte des classes 12



LES ÉLECTIONS D'OCTOBRE 2018 AU QUÉBEC

Au Québec, les élections du 1^{er} octobre se sont tenues selon la carte électorale revue en 2017. Le taux de participation a été particulièrement faible (moins de 67 % des inscrits). La Coalition avenir Québec remporte 37,4 % des voix et la majorité absolue avec 74 sièges (sur 125). Le Parti libéral obtient 31 sièges avec 24,8 % des voix. Le Parti québécois obtient 10 sièges avec 17,1 %. Québec solidaire a 10 sièges avec 16,1 %.

Ainsi est mis fin à un règne de 15 ans du principal parti de la bourgeoisie canadienne, le Parti libéral (PLQ), interrompu seulement pendant 18 mois par un gouvernement minoritaire dirigé par le Parti québécois (PQ) de septembre 2012 à avril 2014.

L'ALTERNANCE AU POUVOIR DU PARTI LIBÉRAL ET DU PARTI QUÉBÉCOIS DE 2003 À 2018

L'État bourgeois du Canada est fédéral, ce qui laisse depuis 1867 une certaine autonomie aux provinces. Les provinces sont responsables des affaires sociales (santé, éducation...) ou des questions locales. Elles régissent les relations entre les individus (droit privé civil). Les élections québécoises ont lieu au moins tous les 5 ans pour renouveler les 125 députés du parlement du Québec. Un autre membre du parlement, le lieutenant-général, n'est pas élu, mais reste désigné par la monarchie britannique.

La volonté du gouvernement de Jean Charest (PLQ) de hausser d'une manière drastique les frais de scolarité à l'université avait mis le feu aux poudres en 2012. Le « printemps érable » avait abouti à chasser du pouvoir les libéraux marqués par la corruption dont les politiques d'austérité pesaient lourd sur la classe ouvrière et la jeunesse. Mais la classe ouvrière n'avait pas fait irruption dans la brèche ouverte par la jeunesse pour ouvrir une perspective révolutionnaire (gouvernement ouvrier du Canada). Comme il arrive souvent quand il n'y a pas de parti ouvrier de masse, même réformiste, la grogne populaire contre le gouvernement fort détesté a profité à un autre parti bourgeois, en l'occurrence le parti de la bourgeoisie québécoise indépendantiste, le Parti québécois (PQ), qui est arrivé premier à l'élection générale de septembre 2012 avec 32 % des voix et 54 sièges.

Le gouvernement minoritaire de Pauline Marois a évidemment aboli la hausse des frais de scolarité décrétée par le

PLQ. Mais il a instauré une indexation en fonction de l'inflation et il a poursuivi les coupures dans la santé et l'aide sociale. En 2014, il a voulu détourner le mécontentement au sein de la classe ouvrière en promulguant une Charte de la laïcité, dite Charte des valeurs québécoises [voir *Avant-Garde* n° 3]. Sur cette base, Marois a convoqué des élections anticipées en mars pour tenter d'obtenir une majorité absolue au parlement, mais le PQ a subi une cuisante défaite électorale qui reporta au pouvoir le PLQ.

LA CAMPAGNE XÉNOPHOBES DE LA COALITION AVENIR QUÉBEC

Le débat identitaire ne fût pas enterré pour autant, car tant le PQ que la Coalition avenir Québec (CAQ), l'autre parti bourgeois francophone, se servaient de cette question dans le but de grandir en popularité au détriment du PLQ. Ce dernier, étant un défenseur fervent du statu quo fédéraliste canadien et du soi-disant multiculturalisme promu par le gouvernement fédéral, est souvent accusé par ses adversaires politiques de vouloir oblitérer « l'identité québécoise ».

La CAQ est une descendante de la défunte Union nationale (UN), un parti bourgeois ultraconservateur et clérical qui a longtemps gouverné le Québec (1936-1939, 1944-1959, 1966-1970). Son fondateur fut le tristement célèbre Duplessis, un des ténors du clérical-nationalisme qui a été le courant dominant dans la représentation politique de la bourgeoisie canadienne française jusque dans les années 1960. Il réprima sauvagement des grèves combattives et jeta en prison des militant-es communistes et syndicalistes. Avec l'appui de la hiérarchie catholique, l'UN a promulgué en 1937 l'infâme loi du cadenas qui permettait à la police de fermer tout bâtiment soupçonné de servir à la propagande communiste. Duplessis était aussi un farouche autonomiste québécois face au gouvernement fédéral et se servait de l'oppression nationale du Québec et de la fibre nationaliste pour détourner la classe ouvrière de la lutte des classes.

La perte d'influence de l'Église catholique et l'émergence du PQ séparatiste contraignirent à refonder l'UN en CAQ en 2011. François Legault, le chef de la CAQ, n'est certainement pas un fervent catholique comme l'était Maurice Duplessis, mais il prône sensiblement le même autonomisme politique envers Ottawa. La CAQ se présente comme une partisane de la « troisième voie » au chapitre de la question nationale québécoise : ni fédéraliste, ni indépendantiste, tout en étant résolument nationaliste québécois. La question de l'indépendance a été fort peu évoquée tout au long de la campagne électorale.

Lors de la campagne de 2018, tant le PQ que Québec solidaire (QS), qui sont pourtant bâtis sur le nationalisme québécois, furent plutôt discrets sur cet enjeu. Il y a une certaine désaffection pour la séparation depuis plusieurs années. La classe ouvrière a fait l'expérience répétée des gouvernements du PQ depuis 1976 qui, en sus d'être incapables de scissionner le Canada, ont mis en œuvre des politiques d'austérité similaires à celles du PLQ. Toutes les sections de la bourgeoisie, fédéralistes et indépendantistes, sont déterminées à faire payer la crise aux travailleur-euses et à défendre le taux de profit au détriment des acquis sociaux.

LES ÉLECTIONS DE JUIN EN ONTARIO

En Ontario, aux élections du 7 juin 2018, le Progressive Conservative Party of Ontario (PC, Parti progressiste-conservateur) a remporté la majorité absolue des sièges (76 députés sur 124) avec presque 41 % des suffrages exprimés. Doug Ford gouverne désormais. Le Parti conservateur de l'Ontario n'a rien de progressiste malgré son nom, il représente en fait l'aile droite de la représentation politique de la bourgeoisie canadienne. L'Ontario Liberal Party, au pouvoir à l'échelle fédérale, a subi une défaite avec 19 % des voix (7 sièges). Le parti ouvrier traditionnel Ontario New Democratic Party (NDP, Nouveau Parti démocratique) a obtenu plus de 33 % des voix (40 sièges).

La CAQ profite du désenchantement croissant envers l'option séparatiste défendue par le PQ. Pire, la CAQ prospère, comme tant d'autres partis bourgeois dans le monde, sur la base de la xénophobie, pour dévier le mécontentement engendré par le déclin du capitalisme contre les étrangers. La défense de l'identité québécoise, qui serait supposément menacée par l'immigration, est un de ses thèmes préférés.

La CAQ a annoncé sans ambages son intention de réduire à 40 000 par an le seuil d'immigration au Québec, alors que le flux se situe présentement entre 50 et 55 000 entrées.

L'immigration prend beaucoup de place dans le discours électoral. L'argument qui revient le plus souvent, c'est la pénurie de main-d'œuvre. Pourtant, il y a bien des immigrants qui n'en profitent pas du tout. (Journal de Montréal, 12 septembre 2018)

Le PQ n'était pas en reste, s'engageant lui aussi à réduire les seuils d'immigration entre 35 et 40 000 par année. Le PLQ et le parti nationaliste petit-bourgeois QS (Québec solidaire) pouvaient alors se présenter d'une manière démagogique comme étant les défenseurs des immigrant-es.

LES BONIMENTS RÉFORMISTES DE QS

Québec Solidaire a fait une percée significative passant de trois circonscriptions électorales à dix, faisant des gains à l'extérieur de Montréal, notamment en Abitibi-Témiscamingue et dans la région de Québec. Son programme réel est de servir le capitalisme québécois, d'empêcher la lutte des classes.

Nous sommes un mouvement populaire. Populaire parce que Québec solidaire fonde toute son action sur les besoins réels de la population. Populaire, parce que nos idées sont pareilles à celles d'un grand nombre de Québécois et de Québécoises. Québec solidaire ose dire que ce que le peuple veut est réalisable. (QS, Le projet)

Pour obtenir les voix des travailleurs, QS prône le retour de l'État-providence : la gratuité scolaire à tous les niveaux de l'enseignement de la maternelle à l'université, l'instauration d'une assurance dentaire universelle, des transports publics à bas prix, plus une meilleure protection de l'environnement.

La classe ouvrière est généralement absente de la plateforme électorale de QS. Par contre, le « bien commun » est très présent alors que ce terme ambigu évacue complètement l'expropriation du capital et la nécessité du socialisme. Le socialisme est d'ailleurs absent de la plateforme électorale, sur le modèle du Labour Party, du Partido dos Trabalhadores, de la France insoumise, de Die Linke, de Podemos... ou de la Syriza qui gouverne le capitalisme grec avec un parti xénophobe pour appliquer la politique de liquidation de l'État-providence dictée par les bourgeoisies allemande et française. Ce sont toujours les mêmes illusions semées envers une possible « humanisation » du capitalisme sans tirer les leçons des expériences des gouvernements « réformistes » qui ont été au pouvoir depuis un siècle.

Si QS dénonce les tentatives des partis bourgeois xénophobes et des groupes fascistes de transformer les personnes immigrantes en boucs émissaires pour les problèmes sociaux et économiques du capitalisme du Canada et du Québec, il propose une « politique migratoire » guère différente dans son fondement de celle du PLQ. Le PLQ défend l'immigration en autant qu'elle soit rentable sur le plan économique et permette à ses maîtres capitalistes de faire de judicieux profits.

PARTIS	ÉLUS	VOTES	PART
CAQ : Coalition avenir Québec	74	1 508 805	37,4 %
PLQ : Parti libéral du Québec	32	1 000 909	24,8 %
QS : Québec solidaire	10	648 975	16,1 %
PQ : Parti québécois	9	687 872	17,1 %
Parti vert	0	68 073	1,7 %
Parti conservateur du Québec	0	59 392	1,5 %

Dans un Québec solidaire, ces politiques doivent tenir compte autant de la nécessité d'accueillir des immigrants et des immigrantes à des fins économiques et sociales que de la responsabilité morale et politique que nous avons d'accueillir des personnes et des familles réfugiées. (Programme politique de QS, août 2018)

Il n'est nulle part fait mention du fait que les travailleurs et les travailleuses immigrant-es constituent une partie importante de la classe ouvrière mondiale, canadienne et québécoise et que tout attaque contre elles et eux est une attaque contre l'ensemble du prolétariat. La lutte pour l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants, pour l'obtention de papiers pour tous, pour les mêmes droits pour les travailleurs migrants que les natifs, pour les femmes que pour les hommes, sont les revendications que le mouvement ouvrier doit défendre contre le patronat et l'État bourgeois.

L'ATTITUDE DU MOUVEMENT OUVRIER

Le mot d'ordre des syndicats, tout au long de la campagne, était de ne pas voter pour la CAQ et le PLQ, comme si le PQ n'avait pas lui aussi promulgué des politiques anti-ouvrières quand il était au pouvoir.

Vous avez d'un côté les libéraux qui nous ont plongés dans l'austérité et ont attaqué nos membres. Et vous avez la CAQ dont l'agenda est désastreux, un agenda où on remet tout au privé », a résumé le directeur québécois du Syndicat canadien de la fonction publique, Marc Ranger. (Radio-Canada, 12 août 2018)

Au mois de juillet des syndicats ont installé des affiches appelant explicitement à voter pour le PQ ou QS à Montréal, Québec, au Saguenay Lac-St-Jean et dans la région des Laurentides.

Ces deux partis-là n'ont pas aidé les travailleurs. Le PLQ et la CAQ, on pense qu'ils ne méritent pas le vote des travailleurs. Allez vers le Parti québécois et Québec solidaire, on ne dit pas pour qui. (Denis Bolduc, président du Syndicat canadien de la fonction publique, Radio-Canada, 18 juillet 2018)

C'est donc la politique du « moins pire », une politique de soumission à la bourgeoisie francophone que les syndicats québécois ont mis de l'avant lors de la campagne électorale. Ils ne voyaient aucune objection à recommander aux travailleur-euses de voter pour un parti comme le PQ qui a bafoué leurs intérêts à maintes reprises, notamment lors de la grève du secteur public québécoise en 1982-1983 et lors de la course au déficit zéro à la fin des années 1990.

Le parti ouvrier fédéral (NPDQ) lié aux syndicats anglophones n'a obtenu que 0,6 % des voix et 0 député. Les organisations politiques ouvrières francophones ralliées à QS (Gauche socialiste, Socialisme international, Alternative socialiste, Riposte socialiste, Parti communiste du Québec...) sont des pelleteurs de nuage et nourrissent les illusions envers un Québec indépendant et « socialiste » qui échapperait par miracle aux politiques d'austérité et de démolition des programmes sociaux.

Le Collectif révolution permanente n'est indifférent à aucune oppression, en particulier des femmes, des travailleurs étrangers et des nations autochtones de tout le Canada ainsi que des communautés francophones hors-Québec. Nous comprenons et nous partageons l'hostilité des travailleur-euses québécois-es à l'égard de l'État impérialiste canadien et nous défendons résolument le droit du Québec et des nations autochtones à l'auto-détermination, jusqu'à et y compris la sécession. Mais nous ne préconisons pas la séparation. Quel que soit le gouvernement à sa tête et son degré d'indépendance politique envers le Canada, l'État québécois, ses flics, ses tribunaux, sont aussi capitalistes et anti-ouvriers que l'État fédéral et ses institutions.

Le nationalisme bourgeois, même au sein des minorités nationales, détourne la classe ouvrière de la lutte des classes et mène inévitablement à l'Alliance du prolétariat avec sa bourgeoisie contre les « ennemis extérieurs ». Si le droit à l'auto-détermination est une revendication légitime, seule une révolution socialiste instaurant un pouvoir ouvrier permettra de la garantir.

CONTRE LE GOUVERNEMENT CAQ DE FRANÇOIS LEGAULT

Le taux de participation a été de 66,45%, le deuxième plus bas depuis 1927, ce qui montre une certaine désaffection envers le cirque électoral bourgeois, sans qu'un parti ouvrier révolutionnaire soit capable d'ouvrir une perspective de lutte de classe. Pour les mêmes raisons que la montée de l'abstention, les

grands perdants de ces élections furent le PQ et le PLQ, les deux partis bourgeois qui ont gouverné depuis un demi-siècle environ. Le PQ s'en est tiré avec dix députés, soit son résultat le plus bas depuis 1970 et s'est retrouvé ainsi à égalité avec QS.

Le résultat des élections a pris par surprise les commentateurs et les analystes politiques bourgeois, ainsi que les firmes de sondages. Aucun d'entre eux ne prédisait que la Coalition Avenir Québec formerait un gouvernement majoritaire.

La CAQ préconise une réduction des effectifs de la fonction publique, le remboursement de la dette publique, la libéralisation du marché d'alcool en mettant fin au monopole de la Société des alcools du Québec et davantage d'austérité pour la classe ouvrière. Son élection n'augure rien de bon, sauf pour les patrons bien sûr. Le gouvernement CAQ ne fera que renforcer les mesures d'austérité instaurées par le PQ et le PLQ dans le but de faire payer la crise du capitalisme à la classe ouvrière.

Face aux attaques contre les migrants, les salariés, les femmes, les étudiants... que le gouvernement de la CAQ conduira à coup sûr, nous préconisons le front unique de toutes les organisations ouvrières pour combattre Legault, la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement, la mise sur pied de comités démocratiquement élus par la base dans les lieux de travail, de vie et d'études, centralisés dans tout le Québec et de tout le Canada pour préparer la grève générale, pour se défendre contre les bandes armées du capital, pour gagner lors des affrontements à venir.

Cependant, pour en finir avec le système capitaliste et ses ravages, pour ouvrir la perspective des États-Unis socialistes d'Amérique, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste qui mettra de l'avant des revendications similaires à celle du programme de transition de la 4^e internationale en 1938 pour faire le pont entre les besoins de la classe ouvrière et la nécessité de la révolution socialiste. En se présentant aux élections pour y défendre son programme, en construisant ses fractions syndicales contre toute collaboration avec l'ennemi de classe, un tel parti pourra diriger les travailleur-euses tout au long du processus révolutionnaire jusqu'au renversement du capitalisme et à la création d'un gouvernement des travailleurs, à l'image du Parti bolchevik en Russie en 1917 sous la direction de Lénine et de Trotsky.

20 novembre 2018



AVANT-GARDE

trimestriel du CoReP au Canada
imprimé par le Groupe marxiste internationaliste
(CoReP en France)

supplément à *Révolution communiste* n° 33
directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762

corepcanada@tutanota.com

site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc... : revolucionpermanente.com

site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

site du GMI / France : groupemarxiste.info

site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

LA GRÈVE DES POSTIERS D'OCTOBRE-NOVEMBRE 2018

Le Syndicat des travailleurs et des travailleuses des Postes (STTP) / Canadian Union of Postal Workers (CPUW) a déclenché une série de grèves tournantes à partir du 22 octobre 2018. La convention collective est arrivée à échéance au mois de décembre 2017 et les négociations entre le syndicat et Postes Canada / Canada Post ont duré 10 mois sans résultat. Les enjeux concernaient la question du travail précaire, la sécurité d'emploi, la garantie d'un nombre minimal d'heures travaillées à chaque semaine, l'élimination des heures supplémentaires obligatoires et la santé et sécurité au travail.

« Au cours des dix dernières années, les conditions de travail des travailleuses et travailleurs des postes se sont détériorées parce que Postes Canada n'a pas su s'adapter à la forte augmentation du volume de colis ni régler les problèmes qui en résultent », a exprimé le STTP, lors du dépôt du préavis de grève. (La Presse, 21 octobre 2018)

La direction du syndicat STTP / CUPW a adopté la tactique des grèves tournantes plutôt que celle d'une grève générale jusqu'à satisfaction en prétextant que le droit de grève est très difficile à exercer dans le secteur public au Canada et que son exercice est restreint par différentes lois, soi-disant au nom de « l'intérêt public ». L'attitude de la bureaucratie s'explique par sa volonté de passer pour un syndicat « responsable » ne cherchant pas à nuire trop « durement » au déroulement de de l'économie capitaliste.

Au Canada, il y a eu la grève générale de Winnipeg en 1919 dont nous comméorerons le centième anniversaire cette année et la grève générale du Front commun syndical au Québec en 1972, mais ce temps-là semble bien lointain de nos jours. Le syndicalisme de concertation et de coopération avec le patronat l'emporte au détriment des intérêts de la classe ouvrière.

Les grèves tournantes devaient débiter initialement le 26 septembre 2018, mais les chefs syndicaux se sont laissé convaincre de poursuivre les négociations interminables, qui n'ont abouti à rien sans aucune surprise.

« Nous avons de nos membres un mandat de grève clair si Postes Canada refuse de régler les principaux enjeux, comme la santé et la sécurité, l'égalité hommes-femmes et le maintien d'emplois à plein temps de la classe moyenne », affirme Mike Palecek, président national du STTP. « Notre objectif est toujours de négocier des conventions collectives sans avoir recours à la grève. Postes Canada a l'occasion cette semaine de faire ce qui s'impose pour y parvenir. » (Vingt55, 16 octobre 2018)

Les dirigeants syndicaux entretiennent l'illusion qu'il est possible d'en appeler à la « bonne foi » des capitalistes et font tout leur possible pour éviter la tenue d'une grève.

Lise-Lyne Gélinau, présidente de la section montréalaise du STTP, explique que les membres ne souhaitent pas débrayer, mais que « la balle est dans le camp » de l'employeur. (Le Devoir, 22 octobre 2018)

Les patrons, qu'ils soient du secteur public ou du secteur privé, sont déterminés à faire payer le coût du maintien du capitalisme aux travailleurs et travailleuses et à réduire leurs conditions de travail. Les négociations ne sont que de la poudre aux yeux pour mieux dissimuler les véritables



intentions des capitalistes et le syndicalisme « réformiste » est tombé tout droit dans le panneau.

Finalement, les grèves tournantes débutèrent le 22 octobre dans quatre villes, Halifax, Windsor, Edmonton et Victoria. Elles durèrent 24 heures et, la journée suivante, elles se déplacèrent dans d'autres villes et ainsi de suite. Chaque matin, le STTP-CPUW annonçait sur son site quelles villes seraient concernées. La métropole canadienne, Toronto, où se trouve le plus important centre de tri et de distribution postal au Canada a été touché par le mouvement de grève à trois reprises. Au total, les grèves tournantes se sont déroulées dans plus de 150 villes à travers le Canada, dont plusieurs au Québec. Après quelques semaines de débrayages les associations patronales dont la FCEI (Fédération canadienne des entreprises indépendantes) / CFIB commencèrent à s'impatienter et à réclamer que le gouvernement canadien mette fin au mouvement.

Ces mouvements de grève créent de l'incertitude qui conduit certains clients fidèles vers d'autres alternatives. Or, ces clients risquent de ne jamais revenir et cela devrait aussi préoccuper les syndicats dans le contexte actuel. Évidemment, les PME souhaitent que les parties en arrivent à une entente pour que Postes Canada recommence rapidement à offrir un service de livraison fiable à un coût raisonnable, mais à défaut d'y parvenir, le gouvernement devra sans doute adopter, d'ici la fin de la semaine, une loi spéciale. (FCEI / CFIB, Communiqué de presse, 20 novembre 2018)

Le gouvernement bourgeois de Justin Trudeau (Parti libéral du Canada / Liberal Party of Canada) n'a pas eu besoin de se faire prier longtemps avant d'adopter une loi spéciale forçant le retour des facteurs au travail. Le 23 novembre 2018, les députés de la Chambre des communes ont adopté le projet de loi spécial visant à briser la grève des postiers dans une proportion de 166 en faveur, 43 contre. La presque totalité des élus libéraux l'ont appuyé, les conservateurs (Parti conservateur du Canada / Conservative Party of Canada) étaient absents au moment du vote et les députés sociaux-démocrates (Nouveau Parti démocratique / New Democratic Party basé sur les syndicats anglophones) votèrent contre. Lors de la précédente grève des postiers en 2011, le PL avait critiqué fort hypocritement l'adoption d'une loi spéciale antigreve par le gouvernement CP de Stephen Harper. Rien de nouveau dans le cirque parlementaire.

Le projet de loi spéciale a ensuite été soumis au Sénat (chambre législative non élue) où 53 sénateurs ont voté pour

et 25 contre. La loi spéciale fut finalement adoptée le 26 novembre.

Lundi soir, la ministre du Travail, Patty Hajdu, a déclaré par communiqué que la loi spéciale était nécessaire, après avoir épuisé toutes les autres options, afin « de protéger l'intérêt public et d'éviter de nuire davantage à l'économie canadienne ». (La Presse, 26 novembre 2018)

L'adoption de la loi C-89 a contraint les travailleurs et travailleuses des postes à rentrer au travail aux conditions de l'ancienne convention collective. La ministre Hajdu a renvoyé Postes Canada et le syndicat dans un processus de médiation qui a commencé le 16 janvier.

Le choix par le STTP / CPUW des grèves tournantes en lieu et place d'une grève générale illimitée a été un échec pour la lutte des postier-ères. Elle les a privés d'un rapport de force et les a laissés à la merci de l'État capitaliste. La grève générale jusqu'à satisfaction aurait permis aux postiers de sentir leur force collective, de faciliter le contrôle de leur mouvement par la base (avec des assemblées générales de grévistes ayant le pouvoir de décider), de paralyser le service postal au complet et aurait mis une pression beaucoup plus forte sur l'État capitaliste pour qu'il fasse des concessions sérieuses. Une extension de la grève générale à l'ensemble du secteur public fédéral canadien en appui aux postiers aurait eu un effet bénéfique pour le développement de la lutte.

Ce mouvement a néanmoins permis de démontrer qu'une lutte de classe unifiée à l'échelle pancanadienne est possible malgré les obstacles et les difficultés et qu'elle peut transcender les barrières ethniques, linguistiques et nationales.

Une revendication commune à tous les salariés est d'abolir toutes les lois antigrevés.

Un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste représente le seul instrument permettant d'unifier durablement la classe ouvrière multiethnique au Canada et partout dans le monde. Un parti ouvrier révolutionnaire mènerait la lutte en tant que parti d'avant-garde prolétarien jusqu'au renversement du capitalisme et la création d'un État ouvrier en tant que phase de transition jusqu'au socialisme. C'est le but que s'est fixé le Collectif révolution permanent qui s'appuie sur l'expérience historique du Parti bolchevik de Lénine et Trotsky et de la Révolution russe de 1917.

13 février 2019

Für Rätemacht und Revolution!

KLASSENKAMPF

1. Jahrgang 2019, 1. L. Die Welt der Arbeiter*innen, der Arbeiter*innen, der Arbeiter*innen.

VOM WIDERSTAND IN DIE OFFENSIVE

2019

AUFTEILUNG DER ARBEIT

ALLE HÄNDE

BEI VOLLEM LOHNAUSBAU

www.klassenkampf.de

Editorial: Für die Einheitsfront
Auch wenn es nicht
draußen so ist, so ist alles
nicht besser und schlechter
als es ist. Die Arbeiter*innen
sind die einzigen, die
nicht nur für sich, sondern
auch für alle anderen
auf der Erde kämpfen.
Mehr auf Seite 2

Gelbes
Menschen, der Mensch, nach
demselben Vorbild. Kein
einziges Modell für alle,
sondern ein Modell für
jeden Menschen. Mehr
auf Seite 10

Deutschland
Wohin der Weg in den
Futurismus eine
politische Strategie
ausgesprochen ist.
Einziges Kapital so selbst
einer Arbeiter*innen
Mehr auf Seite 12

IKK
Internacima
Kolektivista Cirklo

Yeni Dönem Sayı:2 Ekim 2018

PATRONSUZ DÜNYA

Tarih Yararsız İsci Sınıfı İnfaz Memurudur!

Kriz Derinleşiyor Sınıf Savaşı Büyüyor

24 Haziran seçimlerine; derinleşen kriz ortamında giren Erdoğan rejimi, seçim mitinglerinde iktidar olduğu takdirde; enflasyon, döviz artışı, faiz oranlarını düşürceğini beyan etti. Seçimlerden istediği sonucu alan Erdoğan rejimi; kısa bir süre geçmesine rağmen, ekonomik krizin önüne geçemediği gibi hızla büyümesine katkı sunmaktadır. Dövizin rekor artışı, enflasyon ve faizün paralel artışıyla birlikte, Türkiye tarihinin en derin ekonomik

krizlerinden birini yaşamaktadır. Bu krizin faturası emekçilere kesilmeye çalışılmaktadır. Gündelik hayatın bir parçası haline geliş zamlar ve rekor seviyelere gelişmiş işsizlik oranlarıyla birlikte, henüz işini kaybetmemiş sınıflar çalışan kesimlerine kölelik koşullarında çalışmaya dayatılmaktadır. 24 Hazirandan sonra OHAL'in kalmaya birlikte; bugüne dek çalışılmamış tüm KHK'lar yasallaştırılıp kalıcı bir hâle sokulmuştur. Toplumsal muhalefet ve işçi hareketi ağır

Editorial - pag. 3
El govern del PSOE a la salvada de la monarquía socialista - pag. 5
Cuando la vivienda óbera es el núcleo de mercado del gran capital - pag. 9
La Comarca de Parry y la Revolución Rusa enmarcan todos los sucesos de estos días - pag. 12
L'èl govern de la burgesia capitalista són la causa de les crisis migratòries - pag. 13
El treballador en el país de la revolució dels obrers i dels nous - pag. 15
Trento l'èl govern de la burgesia capitalista i americana a l'èl - pag. 17
Liberat per a Sheo Hong Yu - pag. 22
L'èl govern de la burgesia capitalista i americana a l'èl - pag. 22

IKK
Internacima
Kolektivista Cirklo

KRETA CİRKLO

No acceptem que l'habitatge dels treballadors siga el negoci dels capitalistes!

Cap família sense habitatge, cap habitatge sense família

Editorial - pag. 3
El govern del PSOE a la salvada de la monarquía socialista - pag. 5
Cuando la vivienda óbera es el núcleo de mercado del gran capital - pag. 9
La Comarca de Parry y la Revolución Rusa enmarcan todos los sucesos de estos días - pag. 12
L'èl govern de la burgesia capitalista són la causa de les crisis migratòries - pag. 13
El treballador en el país de la revolució dels obrers i dels nous - pag. 15
Trento l'èl govern de la burgesia capitalista i americana a l'èl - pag. 17
Liberat per a Sheo Hong Yu - pag. 22
L'èl govern de la burgesia capitalista i americana a l'èl - pag. 22

IKK
Internacima
Kolektivista Cirklo

REVOLUTION COMMUNISTE

Boycott du « grand débat » et des négociations contre les retraites et les fonctionnaires !

Moren lèl de sortir de la crisi obrera per les « gilets jaunes » p. 2
Un mouvement ouvrier entre classe ouvrière et petit patronat p. 5
Le gouvernement a tenté de céder p. 7
Qu'en est-il des élections françaises ? p. 8
Attaque fasciste contre la NRP p. 10
Québec: les élections législatives p. 11
Venezuela: déclaration internationale contre l'imposition des États-Unis p. 14
Tchéquie: régime de persécution des homosexuels p. 18
Grande-Bretagne: crise politique p. 19
100e l'anniversaire ouvrier de la NRP p. 22
La 4e internationale (I) - 1923-1933 p. 24
Les réseaux de la démocratie p. 28

IKK
Internacima
Kolektivista Cirklo

IMPÉRIALISTES, BAS LES PATTES DEVANT LE VENEZUELA !

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale du Venezuela, s'est intronisé président du pays. Guaidó est membre de Voluntad Popular, un mouvement bourgeois construit et financé par les États-Unis. Immédiatement après l'auto-proclamation de Guaidó comme chef de l'État, Trump a reconnu le nouveau « président » du Venezuela. En tant que président du Parlement, Guaidó représenterait le « *seul organe légitime* » du pays, car il aurait été « *dûment* » élu par le peuple vénézuélien.

En quelques heures, les gouvernements du Brésil, de l'Argentine, de l'Équateur, du Chili, du Pérou et du Canada ont rejoint cette position, mais le président autoproclamé a également reçu le soutien de responsables politiques européens tels que le président français Emmanuel Macron, le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, et le ministre allemand des Affaires étrangères du SPD, Heiko. Maas.

Les manifestations contre le gouvernement de Maduro et son PSUV n'ont pu revêtir un caractère de masse et être instrumentalisées par la réaction que grâce à l'échec de la politique nationaliste bourgeoise pratiquée sous le nom de bolivarianisme, de chavisme ou de « socialisme du XXI^e siècle ».

Le colonel Chávez visait à desserrer l'influence de l'impérialisme au Venezuela, mais il n'a jamais remis en question la propriété privée des moyens de production ni le capitalisme, y compris dans sa constitution de 1999. Les dettes extérieures ont été remboursées avec une ponctualité absolue, la rente pétrolière a été accaparée par les « amis » du chavisme, en particulier les dirigeants militaires des sociétés nationales et la fraction de la bourgeoisie liée à l'armée.

La responsabilité de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire incombe tout particulièrement aux courants centristes et réformistes qui ont soutenu Chavez. La QI pabliste-mandéliste et encore plus la TMI grantiste-woodiste ont joué le rôle de feuille de vigne pour le bonaparte et le nationalisme bourgeois. Ils ont défendu Chávez contre les protestations des travailleurs, ont entravé la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire indépendant et ont même soutenu la création d'un parti unique, le PSUV. Ils ont parlé de « socialisme vénézuélien » alors que l'État bourgeois était intact et que le capitalisme était maintenu.

La baisse du prix du pétrole, l'effondrement des capacités de production (de 3 millions de barils de pétrole par jour en 1999 à 1,5 million en 2018), les sanctions économiques étrangères, la gabegie et la corruption ont entraîné un nouveau déclin du niveau de vie des masses et une vague de protestations sociales.

Sous l'effet de la crise économique mondiale de 2008, la rente pétrolière (l'énergie est restée la seule exportation du pays) a diminué, laminant une économie fragile soumise à la domination de l'impérialisme mondial. En même temps, les grèves et les manifestations ont augmenté parce que la situation sociale des travailleurs et travailleuses des villes et des campagnes est devenue de plus en plus désastreuse. Le régime a eu de plus en plus recours à des mesures répressives.

L'absence d'un parti ouvrier indépendant a favorisé la montée de l'opposition bourgeoise, se prétendant « populaire » et « démocratique ». Depuis 2015, le capitalisme vénézuélien s'est enfoncé dans la dépression : hyperinflation (jusqu'à 1 000 000 % de la valeur de la monnaie en 2018), marché noir

gigantesque, malnutrition, résurgence de maladies comme la malaria, criminalité, exode...

Trois millions de personnes ont quitté le pays. La fraction compradore de la bourgeoisie, en association avec l'impérialisme américain et ses alliés dans la région, exploite le désespoir de la population et l'affaiblissement de la classe ouvrière pour tenter de s'emparer ouvertement du pouvoir.

Les masses vénézuéliennes ne doivent nourrir aucune illusion dans les chants de sirènes de la bourgeoisie pro-étasunienne. Sa prise du pouvoir s'accompagnerait de la liquidation de ce qui reste d'acquis sociaux, de l'affaiblissement des libertés démocratiques et d'attaques contre les travailleurs. La rhétorique ouvertement antisocialiste de Guaidó et de ses partisans s'inscrit dans la continuité de Bolsonaro au Brésil : le début d'une nouvelle vague d'attaques brutales contre le mouvement ouvrier et la population laborieuse.

Le mouvement ouvrier international doit empêcher toute agression impérialiste contre le Venezuela. Les communistes internationalistes rejettent tout autant le régime bonapartiste et corrompu du PSUV de Maduro que les projets réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste et de ses alliés locaux. Mais nous refusons également de faire des concessions au régime de Maduro face aux menaces impérialistes. En cas de coup d'État armé ou d'intervention étrangère, les travailleurs et les paysans, les travailleurs ruraux et les paysans, les jeunes et les pauvres doivent s'organiser et combattre.

Même si une telle résistance devait mener à une action commune avec les partisans ouvriers du PSUV, les travailleurs devraient conserver leur complète indépendance politique. Ils doivent mettre en place des comités de résistance et d'action dans tout le pays, préparant non seulement la lutte contre le coup d'État, mais également contre le régime corrompu de Maduro et toutes les fractions de la bourgeoisie nationale. Pour gagner, il faut construire un parti révolutionnaire !

Impérialistes, bas les pattes devant le Venezuela !

Organisation indépendante d'ouvriers, des autres travailleurs et travailleuses, de paysans pauvres, de jeunes !

Construction de comités (conseils, soviets) ! Dissolution des forces répressives et de l'armée permanente bourgeoise, armement des travailleurs ! Création de milices ouvrières !

Occupation des entreprises d'État, expulsion des directeurs militaires et contrôle ouvrier de la production !

Occupation et expropriation des grandes entreprises industrielles, des banques, des grands médias, des télécommunications sous le contrôle des travailleurs !

Occupation et expropriation des grands propriétés latifundiaires, pour leur exploitation par le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre !

Confiscation de l'argent, de la nourriture et des médicaments amassés par les trafiquants du marché noir ! Distribution au sein de la population par les comités de travailleurs et

Pour un gouvernement ouvrier et paysan, expropriateur des grands groupes capitalistes !

Pour un Venezuela socialiste au sein d'une Fédération socialiste d'Amérique latine !

26 janvier 2019 (extraits)

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

IKC (Espagne)

L'ACCORD CANADA-ÉTATS-UNIS-MEXIQUE

Les deux faces de la politique commerciale de la bourgeoisie, le libre-échange et le protectionnisme, sont, évidemment, incapables d'échapper aux conséquences inévitables de la base économique de la société bourgeoise. (Karl Marx, New York Daily Tribune, 1^{er} novembre 1852)

L'IMPÉRIALISME CANADIEN ET L'INTERNATIONALISATION DES FORCES PRODUCTIVES

Le Canada est passé de la sphère britannique à l'influence étasunienne sans bouleversement majeur. Cela tient à ce que la bourgeoisie des États-Unis a affirmé son hégémonie sur le capitalisme mondial au cours de deux conflits mondiaux en s'alliant avec la bourgeoisie britannique, en se la subordonnant. Après la 2^e Guerre mondiale, l'État canadien a évidemment rejoint l'ONU, le FMI, l'AGETAC-OMC et l'OTAN. L'armée canadienne a participé aux guerres impérialistes conduites par l'armée étasunienne contre la Corée et la Chine (1950-53) et contre l'Irak (1990-91).

De son côté, l'État britannique a consacré l'échec de son Commonwealth, auquel appartenait le Canada, en adhérant à l'Union européenne en 1973.

Malgré sa dépendance aux deux puissances impérialistes hégémoniques successives et la création collatérale d'une fraction comprador de la bourgeoisie (qui gère des filiales de groupes étrangers résultant de l'investissement direct étranger), le Canada a été le siège d'une accumulation précoce de capital. Cela a permis la croissance d'une bourgeoisie nationale qui possédait et qui gérait des entreprises canadiennes dont certaines allaient grandir. La classe dominante s'est dotée rapidement de bourses de matières premières et d'actifs financiers (Toronto, Montréal, Vancouver, Alberta). Cela classait dès le début du XX^e siècle le Canada parmi les impérialistes secondaires, comme la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, l'Australie, etc.

L'époque de l'expansion et de la concentration des banques, du chemin de fer et du grand commerce d'exportation a été suivie par une étape de création d'un marché financier interne... Cette étape fut (1915-1940) fut aussi celle de l'apogée des pâtes et papiers et de leur ressource énergétique, l'hydro-électricité. Mais c'est à la période suivante (1940-1970) que l'investissement étranger attendra son maximum, notamment dans les industries du pétrole, du gaz, de l'extraction de fer et de l'automobile. Parallèlement, la bourgeoisie canadienne s'étendait dans le commerce de détail, dans l'immobilier, les nouvelles industries financières, les mass

media et les transports routiers. Depuis 1970, l'investissement étranger tend à décliner et l'État canadien intervient de façon plus nette en faveur de la bourgeoisie autochtone. (Jorge Niosi, La Bourgeoisie canadienne, Boréal, 1980, p. 210)

La bourgeoisie canadienne est à la tête de groupes transnationaux : en 2018, selon le magazine *Forbes*, 51 entreprises canadiennes figurent parmi les 2 000 plus grandes du monde (au 9^e rang, derrière l'Allemagne et devant la Suisse). Depuis 35 ans, elle exporte massivement du capital, en fondant des filiales à l'étranger ou en rachetant des entreprises existantes dans le reste du monde (investissement direct à l'étranger).

Non seulement le capital canadien n'a pas été englouti par le capital américain, il a émergé comme un vigoureux acteur international à son compte. (David McNally, Capital and Class, printemps 1991)

Comme beaucoup de pays avancés de taille économique réduite, sa dépendance à l'égard du marché mondial est grande. C'est ce qui explique que l'État canadien a signé l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE / CUSFTA) avec son puissant voisin en 1988.

Illustrant l'impossibilité d'une indépendance économique du Québec, le gouvernement PQ a soutenu en 1988 le traité, jouant la carte des États-Unis pour affaiblir l'État fédéral.

Historiquement, l'appui des porte-paroles souverainistes à un accord de libre-échange à l'échelle nord-américaine allait de soi. Pour Jacques Parizeau et Bernard Landry, réduire la dépendance de l'économie du Québec au marché intérieur canadien, ça ne pouvait qu'aider le projet de pays. (Le Journal de Québec, 31 août 2018)

Symétriquement, un curieux bloc se prononçait contre le traité États-Unis-Canada.

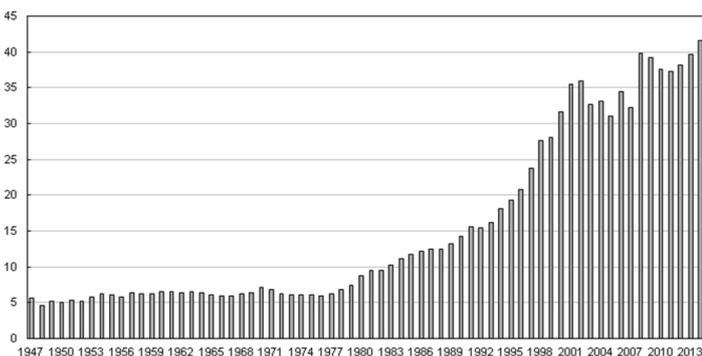
Aux élections de 1988, alors que le « libre-échange » était la question-clé, « Canadian Dimension », qui n'est pourtant pas partisane des libéraux, avait appelé le PL / LP et le NPD / NDP à ne présenter qu'un candidat dans chaque circonscription. (Canadian Dimension, mars-avril 2008)

Sous les auspices de *Canadian Dimension* et de *L'Aut'Journal*, les principales bureaucraties syndicales (CTC / CLC, CAW / TCA-UNIFOR, FTQ) et le parti « réformiste » NPD / NDP subordonnèrent politiquement, au nom de « l'indépendance nationale », la classe ouvrière aux secteurs arriérés du capital canadien et aux politiciens bourgeois protectionnistes.

Il y a 120 ans, nous avons construit ce pays à l'est, à l'ouest et au nord, nous l'avons construit sur une infrastructure qui a fermement résisté à la pression continentale des États-Unis. Nous avons poursuivi cela durant 120 ans. Avec une signature, vous avez renversé cela, vous nous avez exposés à l'influence nord-sud des États-Unis, et vous allez nous réduire à l'état de colonie... (John Turner, chef du PL / LP, 31 août 1988)

L'impérialisme canadien n'y a pas tant perdu, puisqu'il a conclu l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA / NAFTA) avec les États-Unis et le Mexique en 1992. C'était, sans le dire, une riposte des États-Unis à l'Union européenne. Cela n'a pas empêché le Canada, prouvant ainsi qu'il n'est pas une colonie étasunienne, de conclure avec l'UE en 2016 l'accord économique et commercial global (AECG / CETA).

Investissement direct canadien à l'étranger en pourcentage du PIB
pourcent



Depuis l'entrée en vigueur en 1994 de l'ALENA, le commerce de marchandises entre le Canada et les États-Unis a été multiplié par deux et celui avec le Mexique par neuf.

Le résultat le plus spectaculaire a été une certaine industrialisation du Mexique et l'amélioration de sa balance des échanges de biens, sans que sa classe ouvrière converge avec les niveaux de vie des salariés des pays impérialistes d'Amérique du Nord. Par contre, les capitalistes étatsuniens et canadiens ont utilisé la mise en concurrence de leur force de travail avec celle du capital mexicain, mais aussi celle du capital chinois –hors du traité– pour revenir sur les concessions économiques et sociales antérieures.

L'agriculture mexicaine s'est concentrée en raison de l'arrivée massive sur le marché mexicain de maïs américain subventionné et issu de l'agriculture intensive, au détriment des petits paysans autochtones. Le Mexique, loin de sortir de son arriération économique, s'est délité socialement et politiquement sous l'influence du grand banditisme, le capitalisme illégal des drogues dont le principal débouché est aux États-Unis, les drogues étant évidemment placées en dehors de tout accord commercial. Cela a conduit à l'élection en 2018 de Andrés Manuel López Obrador (MoReNa) à la présidence.

LA MISE EN CAUSE BRUTALE PAR TRUMP DE L'ALENA

Bien avant l'élection du capitaliste Donald Trump à la présidence des États-Unis en janvier 2017, l'État américain expulsait par millions les migrants illégaux (2 millions sous Obama) et dressait un mur à la frontière mexicaine (décision prise en 2006).

Bien avant, la négociation « multilatérale » (au sens de mondiale) était en crise : le « cycle de Doha » lancé en 2001 sous l'égide de l'OMC a échoué, les États lui préférant plutôt des traités bilatéraux et des accords régionaux (comme l'UE, l'ALENA, le Mercosur, etc.).

Bien avant Trump, le gouvernement américain décrétait des embargos (Cuba, Iran...) et sa justice sanctionnait des groupes capitalistes concurrents des siens au nom de ces embargos ou de la lutte contre la corruption. Bien avant Trump, la crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a suscité un regain de pratiques protectionnistes.

Les augmentations de droits de douane ne sont pas nouvelles. Elles ont été précédées d'un retour en arrière nourri par le populisme contre la mondialisation et le libre-échange, aggravé par l'éclatement de la crise financière mondiale en 2008. D'autres mesures qui faussent les inves-

tissements et les échanges sont les subventions, comme les quotas, les restrictions de sécurité nationale et les entreprises étatiques, sont aussi en vogue. (The Economist Intelligence Unit, After-shock, the pervasive effects of tariff hikes, février 2019)

L'affairiste, une fois élu, a ajusté brutalement la doctrine à la pratique [voir *Avant-Garde* n° 2]. Il a ouvertement rejeté le cadre multilatéral pour revoir les relations commerciales, pays par pays, afin d'arracher des conditions plus favorables aux entreprises américaines, spécialement celles qui souffrent de la compétition mondiale... que la bourgeoisie américaine elle-même avait imposée à une autre époque.

Même si la cible essentielle de Trump est la Chine devenue capitaliste à la fin du XX^e siècle, l'offensive a concerné aussi des pays dominés comme le Mexique, accusé d'envoyer des flots de criminels aux États-Unis, et de vieux alliés impérialistes comme l'Allemagne ou le Canada, accusés de fausser la concurrence.

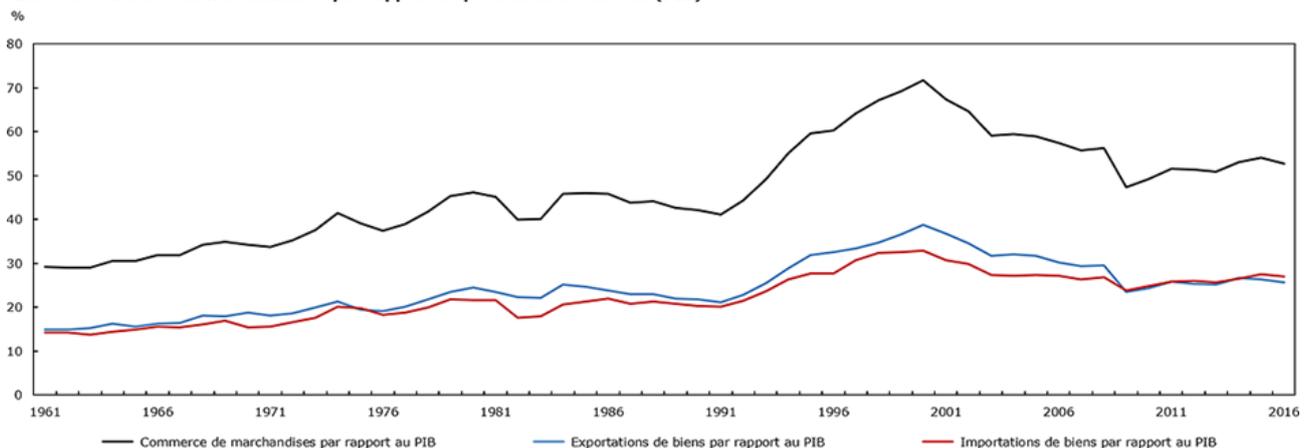
Le 20 janvier 2017, le président des EU mit en cause l'ALENA. Le 23, les États-Unis se retirèrent officiellement du Partenariat transpacifique (PTP) signé aussi par le Canada et le Mexique. Trump, avec sa subtilité et sa probité habituelles, déclara le 27 août que le traité ALENA était le plus mauvais accord jamais signé par les États-Unis et même le pire signé par tout pays dans l'histoire.

Le président américain, Donald Trump, récidive. Il a affirmé, dimanche, sur son compte Twitter, que les États-Unis devront peut-être mettre fin à la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain. Donald Trump écrit que l'ALENA est le « pire accord commercial jamais conclu ». (La Presse canadienne, 28 août 2017)

Le gouvernement étasunien a utilisé le chantage pour négocier séparément un nouveau traité avec le gouvernement mexicain d'alors, celui d'Enrique Peña Nieto (PRI), d'un côté et avec celui de Justin Trudeau (PL) de l'autre : à partir du 1^{er} juin 2018, des surtaxes frappent sur l'aluminium (+10 %) et l'acier (+25 %) importés de l'Union européenne, du Canada et du Mexique. Le Canada a déposé plainte auprès de l'organisme de règlement des différends de l'OMC qui lui donnera probablement raison. En attendant, comme premier client de l'acier américain, il a riposté par l'augmentation de ses propres droits de douane.

Le gouvernement du Canada a annoncé une réponse directe, mesurée et proportionnelle aux droits de douane imposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium canadiens, soit des surtaxes réci-

Ratio du commerce de marchandises par rapport au produit intérieur brut (PIB)



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0064.

L'ANTIMONDIALISME A FRAYÉ LA VOIE AU POPULISME

Dès les manifestations de 1999 à Seattle (États-Unis), le mouvement « anti-mondialisation » visait non le capitalisme mondial mais une politique particulière (le néo-libéralisme et le libre-échange), non les États bourgeois hypertrophiés et surarmés mais l'OMC. Les ATTAC se multiplièrent (au Québec, en 2000), mélangeant keynésianisme bourgeois et écologisme réactionnaire, tentant de donner un vernis progressiste au protectionnisme.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire n'envisage jamais de protéger l'industrie et le commerce. (Rosa Luxemburg, *La Question nationale et l'autonomie*, 1908)

En 2001, une sorte de front populaire international s'est constitué sous la forme du Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre (Brésil), sous l'impulsion d'une aile de l'Église catholique, de LVC (expression de paysans propriétaires et exploités), du gouvernement bourgeois brésilien de Lula, de la bureaucratie étatique cubaine, d'appareils syndicaux (CUT brésilienne...), du stalinisme européen recyclé (PRC italien, Syriza grecque...), de publications antilibérales rescapées du tiers-mondisme (*Le Monde diplomatique*) ou du stalino-maoïsme (*Monthly Review*).

Le FSM, aussi bavard qu'impuissant, ralliait les divers écologistes, la mouvance anarchiste et la quasi-totalité des formations « trotskystes » à la recherche de substitut à la classe ouvrière et à la révolution sociale : la QI pablo-mandélienne, le CIO et la TMI pablo-grantistes, la FTQI, l'UIT et la LIT pablo-morénistes, la TSI cliffiste et la L5I post-cliffiste... D'ailleurs, les organisateurs du Forum social européen (FSE) de Londres en 2004 furent le SWP cliffiste (par son front Socialist Resistance) et la SA pablo-mandéliste (grâce à ses liens étroits avec le maire Livingstone –Parti travailliste– de Londres).

Depuis l'intervention vigoureuse dans l'économie de tous les États impérialistes, chacun pour soi, lors de la crise capitaliste mondiale de 2007-2009, le FSM et le FSE entrèrent en déclin. L'abandon du libéralisme s'accompagnait de coups redoublés contre les travailleurs. L'accession au gouvernement de la Syriza pour appliquer en 2007 (en coalition avec le parti fascisant ANEL), l'austérité et les décisions des bourgeoisies impérialistes allemande et française les ont mis à l'agonie (voir l'échec du FSM de Montréal en 2016).

Le tournant antimondialisation de l'État américain pourrait bien enfoncer les clous sur son cercueil. Partout, le populisme supplante l'antimondialisme. Il y a une évidente continuité entre « l'antimondialisme » et le « populisme de gauche » théorisé par Stuart Hall, Antonio Negri, Ernesto Laclau, Chantal Mouffe... et pratiqué par Québec solidaire, La France insoumise, Podemos, Aufstehen...

Les différents populismes, qu'ils soient « de droite » ou de « gauche », ont en commun de nier la lutte des classes et de noyer la classe ouvrière dans « le peuple » (90 % de la population) qu'ils opposent à « l'élite » ou « l'oligarchie ». Ils ont en commun de répandre le poison du nationalisme au détriment de l'internationalisme.

proques sur des importations d'acier, d'aluminium et d'autres produits en provenance des États-Unis à hauteur de 16,6 milliards de dollars à compter du 1^{er} juillet 2018. (Gouvernement canadien, *Communiqué*, 29 juin 2018)

Le Mexique a également relevé ses droits de douane sur l'acier et certains aliments importés des États-Unis.

L'ACEUM, BAUCOUP DE BRUIT POUR PAS GRAND-CHOSE

Après les rodomontades du président des EU, des parlementaires comme Kevin Brady (Republican Party), les hauts fonctionnaires de Washington et les grands groupes capitalistes étatsuniens ont calmé le jeu. Les trois États ont conclu le nouvel Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM / CUSMA / TMEC) le 30 septembre 2018 puis le traité a été officiellement signé le 30 novembre 2018. Le gouvernement François Legault (CAQ) du Québec l'a aussitôt approuvé.

L'ACEUM permet de maintenir un accès préférentiel à la fois aux marchés mexicain et étatsunien, tout en consolidant l'économie nord-américaine dans son ensemble. Du total des exportations des produits québécois, plus de 70 % sont destinés au marché étatsunien. En 2017, le Mexique détenait le premier rang des partenaires commerciaux du Québec en Amérique latine, et le troisième rang mondial derrière les États-Unis et la Chine. Plusieurs entreprises québécoises détiennent des usines aux États-Unis ou au Mexique et comptent sur le maintien de relations commerciales prévisibles et solides au sein des trois partenaires commerciaux nord-américains. (Ministère de l'Économie du Québec)

L'ALENA n'a été revu qu'à la marge, ce qui invalide aussi les propos lénifiants du premier ministre à l'adresse des prolétaires.

L'accord que nous avons conclu aujourd'hui est bon pour le Canada, pour les entreprises canadiennes et, surtout, pour les travailleurs canadiens et leurs familles. (Justin Trudeau, 1^{er} octobre 2018)

L'État canadien a obtenu la reconduction du mécanisme de règlement des différends de l'ALENA (article 31). De même, les groupes capitalistes n'auront pas le droit de poursuivre un État signataire pour atteinte à leurs profits. Par contre, les États-Unis se donnent un droit de veto sur tout traité commercial du Mexique ou du Canada avec la Chine (art. 32).

Les dispositions sur le droit du travail (art. 23) sont décoratives : comme avec l'ALENA, les États devront simplement appliquer leur propre droit du travail. Un « conseil du travail » est bien créé, mais il sera composé des représentants des trois gouvernements, ne se réunira que tous les deux ans et décidera par consensus (autrement dit à l'unanimité). Les patrons des trois pays peuvent donc dormir tranquilles.

Dans l'industrie automobile, les règles d'origine des véhicules sont officiellement durcies (lettres d'accompagnement du traité). Pour continuer à ne pas acquitter de droit de douane, les véhicules doivent désormais comporter 75 % (au lieu de 62,5 %) de fabrication dans les trois pays. Cette mesure ne permettra évidemment pas de rapatrier des emplois aux EU. Par exemple, GM peut y fermer quatre usines aux EU et une au Canada dans l'Ontario, sans subir une taxation à l'entrée aux EU, du moment que les véhicules sont fabriqués au Mexique.

Le syndicat Unifor, qui représentant plus de 2 500 travailleurs d'Oshtava, a appris qu'il n'y aurait plus de production à l'usine d'assemblage ontarienne après décembre 2019... Ces fermetures surviennent au moment où les tarifs sur l'acier et l'aluminium pèsent sur les activi-

tés des constructeurs automobiles nord-américains. (La Presse canadienne, 26 novembre 2018)

À partir de 2024, 40 % des voitures et 45 % des camions devront provenir d'installations avec des salaires d'au moins 16 dollars étasuniens (USD) de l'heure. C'est de la poudre jetée aux yeux des ouvriers américains et canadiens qui croient à tort que leurs adversaires sont les ouvriers mexicains : la plupart des véhicules envoyés du Mexique aux États-Unis, surtout les camions, comprennent déjà plus de 45 % de pièces provenant des EU ou du Canada, donc payés au-delà de 16 USD/h. Ensuite, l'inflation, d'ici 2024, peut rogner le salaire réel que représentent les 16 dollars nominaux (la perte de pouvoir d'achat de l'USD a été de 2 % sur la seule année 2018). Enfin, les entreprises mexicaines, la plupart des filiales de groupes étasuniens, si la pénalité est réelle sur les camions (25 % de droits de douane), pourront préférer acquitter sans douleur les droits de douanes sur les voitures (2,5 %) plutôt qu'augmenter les salaires.

Les capitalistes s'approprient les découvertes des travailleurs de la recherche en déposant des brevets et des patentes. Cela englobe les appareils médicaux et les médicaments (20 ans avant de tomber dans le domaine public). Mais cela ne suffit pas aux groupes de la chimie. Ainsi, ils avaient obtenu que l'ALENA consolide leur rente, en interdisant la vente d'un autre traitement pour la même maladie pendant 8 ans. Tant pis pour la concurrence et le sacro-saint marché ! L'ACEUM porte ce privilège à 10 ans au détriment de la santé de la population et des systèmes publics de santé.

La principale concession du gouvernement Trudeau concerne l'agriculture, avec une ouverture du marché du lait, des œufs et des volailles (art. 3). Jusqu'à présent, dans le système actuel de « gestion de l'offre », l'État impose des droits de douane sur les importations qui dépassent le quota établi (jusqu'à 300 % pour les produits laitiers).

Les producteurs laitiers du Québec accusent Ottawa d'avoir cédé aux Américains une partie de sa « souveraineté sur la politique laitière canadienne ». Ils déplorent que le gouvernement fédéral ait accepté de « plafonner les exportations de solides non gras du lait canadien, d'appliquer une surtaxe aux exportations qui excéderaient un certain seuil et d'avoir accepté de se soumettre à l'examen des Américains pour tous changements à la classification et aux prix de vente du lait ». (Radio-Canada, 30 novembre 2018)

Mais l'ouverture du marché laitier avait déjà été concédée par le gouvernement de Stephen Harper (PC / CP) en 2017 pour le Partenariat transpacifique. Les États-Unis ouvrent, en contrepartie, les marchés de produits contenant du sucre, le beurre d'arachides et la margarine.

La menace de tarifs douaniers de 25 % sur les exportations canadiennes d'automobiles vers les États-Unis est levée, mais Trump n'a pas annulé les droits de douane exceptionnels sur l'acier et l'aluminium canadien ou mexicain. Même l'empressement de Trudeau à arrêter le 1^{er} décembre une dirigeante du groupe chinois des télécommunications Huawei, pour complaire à Trump, n'y a rien fait.

Pour l'instant, l'ALENA reste en vigueur.

L'ACEUM est étudié pour ratification dans les trois parlements nationaux. Le Canada et le Mexique semblent vouloir attendre que les États-Unis s'engagent les premiers, ou du moins que Donald Trump lève ses tarifs douaniers dans l'acier et l'aluminium, avant d'apposer leurs sceaux à leur tour. (Le Devoir, 20 février 2019)

NI PROTECTIONNISME, NI LIBRE-ÉCHANGE : SOLIDARITÉ OUVRIÈRE ET INTERNATIONALISME !

Dans chaque État d'Amérique du Nord, il y a des classes qui sont opposées en tout : une minorité vit dans l'opulence, une majorité vit dans la pauvreté et la précarité. La plus grande partie de la société, que ses membres parlent anglais, espagnol, français, nahuatl ou maya, est forcée de travailler dans les entreprises et les domiciles de l'oligarchie privilégiée. La véritable patrie des ouvriers et employés du Canada, des États-Unis et du Mexique est le prolétariat continental et mondial. Leurs ennemis sont ceux qui les exploitent, les oppriment, les divisent et entraînent l'humanité tout entière à la catastrophe. Leurs alliés possibles sont les jeunes en formation, les travailleurs indépendants qui n'exploitent personne et une partie de l'encadrement.

Si les travailleurs doivent accepter que le Mexique protège le temps nécessaire telle ou telle activité économique face à la concurrence impérialiste, s'ils doivent reconnaître au Québec le droit de se séparer du Canada, s'ils doivent défendre les minorités opprimées (Noirs, Amérindiens, etc.), ils n'ont rien à gagner ni au soi-disant libre-échange, ni au protectionnisme réactionnaire.

La classe ouvrière a tout à perdre aux « murs » et à la fermeture des frontières qui est illusoire sans un régime totalitaire dont elle serait la première victime. Même en démocratie bourgeoise, toute « politique de l'immigration » aboutit à précariser les immigrés rendus illégaux, à les contraindre à accepter des salaires et des conditions de travail souvent ignobles qui les dégradent et les empêchent de lutter collectivement, qui divisent et affaiblissent le prolétariat tout entier.

Plus réactionnaire est le rôle joué par les frontières nationales dans le système économique mondial, plus âprement elles sont défendues... (Lev Trotsky, Devant une nouvelle guerre mondiale, 9 août 1937)

Quelle que soit leur langue et leur ethnie d'origine, les travailleurs du Canada, des États-Unis et du Mexique doivent s'unir au sein d'une nouvelle internationale ouvrière, se traduisant dans chaque État par un parti révolutionnaire distinct de tout parti bourgeois et opposé à tout parti bourgeois.

Non à la fermeture de l'usine GM d'Oshawa ! Expropriation sans indemnité des grands groupes capitalistes !

Augmentation des salaires et indexation sur la hausse des prix ! Embauche de tous les chômeurs par la baisse du temps de travail !

Mêmes droits pour les travailleurs des trois États, alignés sur la solution existante la plus avantageuse ! Suppression du « syndicalisme » étatique et patronal (*charro*), aucune cogestion syndicale d'entreprise, suppression des entraves au droit de grève ! Liberté de circulation et d'établissement pour tous les travailleurs, réfugiés et étudiants du continent et d'ailleurs !

Sortie du groupe de Lima ! Fin de l'armée de métier et abolition de l'OTAN ! Gouvernement ouvrier ! Fédération socialiste d'Amérique du Nord !

23 février 2019

ABC DU MARXISME : LA LUTTE DES CLASSES

Les classes sociales sont apparues avec un développement des forces productives tel que puisse être dégagé, par le travail, plus que ce qui est nécessaire à la survie, un surplus, un surproduit. L'invention de l'agriculture, au Proche-Orient, voici 11 000 ans, a permis une division de la société pour l'appropriation de ce surproduit social.

Le surproduit est le surtravail des producteurs. Ces derniers travaillent plus que ce qui leur est nécessaire pour vivre, que la part des richesses qui leur est laissée. La classe exploiteuse vit du surproduit engendré par le surtravail de la classe productrice.

D'une manière générale, le surtravail, le travail en quantité plus considérable que ne l'exigent les besoins, est inévitable dans toutes les organisations ; mais dans la société capitaliste comme dans l'esclavage il repose sur un antagonisme, sur l'oisiveté d'une partie de la société. (Marx, *Le Capital*, III, 1864-1875, ch. 48)

La patriarcat est apparu. La classe exploiteuse a créé l'État pour garantir son appropriation du surproduit de la société. L'État a incorporé les prêtres et les religions ont légitimé la division sociale, l'inégalité dans l'effort productif et la disparité inverse de la répartition des richesses.

C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. (Marx, *Le Capital*, III, 1864-1875, ch. 47)

L'histoire humaine est devenue celle de la lutte des classes.

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte. (Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847)

La réalité de la lutte entre les classes sociales n'est pas une découverte du marxisme. À une période où la classe capitaliste avait à remplir un rôle historique au service du développement des forces productives, contre la superstition et contre la noblesse, certains de ses porte-paroles n'hésitaient pas à employer le terme.

Le troisième grand résultat de l'affranchissement des communes, c'est la lutte des classes, lutte qui remplit l'histoire moderne. L'Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société. (Guizot, *Histoire générale de la civilisation en Europe*, 1828)

Cette généralisation historique procède du mode de production capitaliste.

C'est seulement le jour où le produit du surtravail prend la forme de la survaleur, où le propriétaire des moyens de production trouve en face de lui l'ouvrier libre comme objet d'exploitation et où il l'exploite dans le but de produire des marchandises, c'est alors seulement que le moyen de production prend la forme de capital. (Engels, *Anti-Dühring*, 1876-1877, II, ch. 7)

Le capitalisme domine progressivement la planète, brisant ou soumettant les rapports précapitalistes. Il incorpore la science dans les forces productives, il développe l'industrie, il internationalise l'économie, il crée la classe ouvrière. Mais, une fois cette oeuvre accomplie, il se transforme en un frein au progrès.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants... De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. (Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859)

Le maintien du capitalisme est désormais une menace pour l'humanité, pour la civilisation humaine. Depuis longtemps, la classe capitaliste n'est plus progressiste. Elle tend à se replier sur des frontières archaïques, à remettre en cause la démocratie, à revenir à la religion.

La lutte des classes devient emblématique des notions dont ceux qui en bénéficient souhaitent camoufler l'existence. Les gouvernements et les partis politiques bourgeois noient la classe ouvrière dans « la nation », « le peuple », voire une immense « classe moyenne » jamais définie.

Une classe moyenne forte est le fondement même d'une économie forte. Notre plan offre une aide réelle à la classe moyenne canadienne et à ceux et celles qui travaillent fort pour en faire partie. (Parti libéral, *Plateforme électorale*, 5 octobre 2015)

La plupart des partis bourgeois soumettent politiquement les exploités à l'État des exploités par l'opposition aux étrangers. Les économistes keynésiens opposent « les producteurs » (des capitalistes industriels aux ouvriers en passant par les travailleurs indépendants) à « la finance ». Les « populistes », dont les fascistes, combinent les deux dans un complotisme qui fait de « la finance » quelque chose d'extérieur à la nation... alors que les fascistes sont financés en coulisse par le grand capital de leur pays.

Tous les défenseurs du capitalisme décadent, des réformistes aux fascistes, sèment l'illusion de la solidarité entre les travailleurs et leurs exploités locaux au sein de l'État national.

La tâche historique de la classe ouvrière est de transformer les rapports sociaux par une révolution et d'ouvrir la voie au socialisme international, au contrôle des producteurs sur leur propre activité, au dépérissement de l'État, à la disparition des classes et à l'effacement des frontières.

En se rendant maîtresse de l'ensemble des moyens de production pour les employer socialement selon un plan, la société anéantit l'asservissement antérieur des hommes à leurs propres moyens de production. La société ne peut pas se libérer sans libérer chaque individu. (Engels, *Anti-Dühring*, 1876-1877, III, ch. 3)

Mais, pour se libérer du capitalisme, il ne suffit pas de reconnaître la lutte des classes, il faut la mener jusqu'au bout, jusqu'au renversement de la bourgeoisie par l'armement des travailleurs, la destruction de l'État bourgeois, l'expropriation, le pouvoir des conseils de travailleurs.

Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. (Lénine, *L'État et la révolution*, 1917)

